



FONDS POUR UNE DÉMOCRATIE D'INITIATIVE CITOYENNE

CE QUE C'EST ET D'OÙ ÇA VIENT ?

Le fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne est un outil financier qui sera doté annuellement de 5 % du montant total de l'argent public consacré au fonctionnement de la démocratie représentative. Il sera géré par une instance indépendante et pluraliste qui permettra aux acteurs des quartiers de mener à bien des actions décidées par eux-mêmes, à partir de leur expertise et au service de la collectivité.

Pourquoi ? Car trop d'associations et collectifs confrontés à des difficultés financières (baisse des subventions de 17 % entre 2005 et 2011 qui a particulièrement affecté les associations de proximité), dépendent du bon vouloir des élus et des administrations. Alors que l'initiative citoyenne est vitale pour nos démocraties, elle souffre d'un manque cruel de moyens.

D'OÙ ÇA VIENT ?

Cette proposition est issue du rapport « Pour une réforme radicale de la politique de la ville, cela ne se fera plus sans nous » remis au ministre de la Ville en juillet 2013. En septembre 2015, Pas sans Nous organisait une conférence de consensus rassemblant universitaires, élu-e-s, journalistes, fondations, associations autour d'une question : « Comment financer la démocratie participative initiée par les habitant-e-s ? Pour quel projet ? ». Cette conférence a débouché sur « l'appel des 29 »* invitant à créer un « Fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne ». Pas sans Nous et ses alliés (associations, chercheurs, élus) ont depuis lancé une campagne nationale. Nous avons besoin de votre soutien pour que ce Fonds devienne une réalité.

UNE NÉCESSITÉ DÉMOCRATIQUE

Cette proposition est née des quartiers populaires. Depuis plus de quarante ans, les pouvoirs publics ont contribué au processus d'exclusion et de stigmatisation de ces quartiers populaires et de leurs habitant-e-s. Qu'on les appelle banlieues, quartiers populaires ou périphéries, ces territoires et leurs habitant-e-s restent à l'écart des lieux de décision. Et pourtant c'est dans ces lieux souvent dépréciés dans le débat public que des initiatives, des luttes et des propositions, qui sont autant de promesses pour l'avenir de la France, fleurissent et doivent désormais être prises en considération. Or la participation requiert des moyens. Une démocratie dynamique doit marcher sur deux pieds : une démocratie représentative renouvelée, et une démocratie d'initiative citoyenne soutenue. Cette dernière ne fait pourtant l'objet que de peu de moyens à ce jour.

Mais cette proposition ne concerne pas que les quartiers populaires : elle intéresse tou-te-s les habitant-e-s, citoyen-ne-s, collectifs qui veulent contribuer au débat public.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?

POUR FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE !

**POUR ENCOURAGER ET SOUTENIR
LA FORMIDABLE CAPACITÉ D'INNOVATION
ET DE TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE !**

**POUR FAIRE RECONNAÎTRE LA VALEUR
DE L'EXPERTISE CITOYENNE !**

**POUR PROMOUVOIR UNE CITOYENNETÉ ACTIVE
DE TOU-TE-S !**

**POUR FAVORISER UNE EXPRESSION AUTONOME
DES CITOYEN-NE-S QUI PEUT ÊTRE UTILE AUX
POLITIQUES POUR QUE LEURS DÉCISIONS
RÉPONDENT AUX BESOINS DE LA POPULATION !**

**POUR QUE LES CITOYEN-NE-S PUISSENT AGIR
PAR EUX-MÊMES, ÉTABLIR UN DIALOGUE D'ÉGAL
À ÉGAL AVEC LES POLITIQUES ET REPRENDRE
CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS QUI SONT
CENSÉES DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS !**

* **Qui sont les 29 ?** Il s'agit de toutes les personnes ayant co-rédigé l'appel pour une démocratie d'initiative citoyenne : Jacques Archimbaud (CNDP), Marie-Hélène Bacqué (Université Paris 10), Djamel Blanchard (Pas sans Nous 49), Loïc Bondiaux (Université Paris 1), Patrick Braouezec (Plaine commune), Ilaria Casillo (Université Paris Est), Guillaume Coti (Pouvoir d'Agir), Gérard Courtois (Le Monde), Agnès Deboulet (APPUI), Ixchel Delaporte (l'Humanité), Quitterie De Villepin (#MaVoix), Véronique Fayet (Secours catholique), Judith Ferrando (Institut de la concertation), Matthieu Hély (Université Paris 10), Frédérique Kaba (Fondation Abbé Pierre), Armel Le Coz (Démocratie Ouverte), Bénédicte Madelin (Pas sans Nous), Angèle Malâtre-Lansac (Institut Montaigne), Mohamed Mechmache (Pas sans Nous), Claudie Miller (FCSF), Edwy Plenel (Médiapart), Agnès Popelin (France Nature Environnement), Romain Rambaud (Université de Grenoble), Adrien Roux (Alliance citoyenne), Selima Saadi (Ville de Metz), Yves Sintomer (Université Paris 8), Jo Spiegel (Ville de Kingersheim), Nicky Tremblay (Pas sans Nous), Édouard Zambeaux (Journaliste).

5 OBJECTIONS QU'ON POURRAIT NOUS OPPOSER !

1

BEAUCOUP DE DISPOSITIFS EXISTENT DÉJÀ, POURQUOI EN CRÉER UN NOUVEAU ?

PARCE QU'AUCUN DISPOSITIF CONÇU PAR LES INSTITUTIONS NE FAVORISE LES INITIATIVES « ISSUES DE » ET « PORTÉES PAR » DES CITOYEN-NE-S.

2

QUELLES SONT LES GARANTIES POUR QUE L'INSTANCE DE GESTION « INDÉPENDANTE ET PLURALISTE » SOIT RÉELLEMENT DÉMOCRATIQUE ET NON CLIENTÉLISTE ?

SES MEMBRES N'AURONT PAS DE RESPONSABILITÉ POLITIQUE OU INSTITUTIONNELLE, LEUR MANDAT SERA COURT ET LES CONFLITS D'INTÉRÊT PROSCRITS. DE TELLES INSTANCES EXISTENT DÉJÀ (EN RÉGION TOSCANE OU AU QUÉBEC) ET FONCTIONNENT DE MANIÈRE SATISFAISANTE.

3

COMMENT S'ASSURER QUE CE FONDS NE FINANCERA PAS DES GROUPES QUI ONT DES OBJECTIFS CONTRAIRES AUX VALEURS CITOYENNES, PAR EXEMPLE LES « VOISINS VIGILANTS » OU DES COLLECTIFS D'HABITANT-E-S POUR L'EXPULSION DES ROMS ?

L'INSTANCE DE GESTION DU FONDS ADOPTERA UNE CHARTE ET DES PROCÉDURES DE SÉLECTION DES PROJETS VALIDERONT LEUR COHÉRENCE AVEC LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN ET LES VALEURS DE LA SOLIDARITÉ.

4

COMMENT ESPÉRER QUE DES ÉLUS VOTENT POUR UN DISPOSITIF QUI LEUR ÉCHAPPE ?

UN POUVOIR POLITIQUE DÉMOCRATIQUE A BESOIN D'UNE EXPRESSION AUTONOME DES CITOYEN-NE-S, Y COMPRIS D'UNE EXPRESSION CRITIQUE. À NOUS DE CONSTRUIRE UN RAPPORT DE FORCE POUR QUE L'ASSEMBLÉE NATIONALE NE LE DÉTOURNE PAS DE SON OBJECTIF : ÊTRE VÉRITABLEMENT UN FONDS POUR LA DÉMOCRATIE D'INITIATIVE CITOYENNE.

5

DE NOUVELLES DÉPENSES ALORS QU'IL Y A DE MOINS EN MOINS D'ARGENT DANS LES CAISSES DE L'ÉTAT ET DES COLLECTIVITÉS ?

CE FONDS N'ENTRAÎNERA PAS DES DÉPENSES PUBLIQUES SUPPLÉMENTAIRES. IL S'AGIT DE RÉORIENTER 5 % DU MONTANT TOTAL DE L'ARGENT PUBLIC CONSACRÉ AU FONCTIONNEMENT DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE* VERS LA DÉMOCRATIE D'INITIATIVE CITOYENNE !

À QUOI ÇA SERT ?

LE FONDS POUR LA DÉMOCRATIE D'INITIATIVE CITOYENNE SERA UN FONDS NATIONAL QUI FINANCERA DES INITIATIVES LOCALES. CE FONDS SERA UN OUTIL POUR LA DÉFENSE ET LA PROMOTION DES DROITS DES HABITANT-E-S. IL POURRA PAR EXEMPLE SERVIR À :

SOUTENIR L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE ET LA CRÉATION D'ESPACES PARTICIPATIFS :

LE FONDS PERMETTRA DE FAVORISER LA STRUCTURATION DE COLLECTIFS LOCAUX ÉMERGENTS QUI ONT PARFOIS DU MAL À TROUVER DES SOUTIENS.

Exemple : Espaces locaux de concertation entre habitant-e-s appelés aussi « tables de quartiers ».

PERMETTRE LE CONTRÔLE DES POLITIQUES PUBLIQUES :

LE FONDS PERMETTRA LA STRUCTURATION DE COLLECTIFS D'HABITANT-E-S DÉSIREUX DE SURVEILLER LES POLITIQUES PUBLIQUES, LEUR PERTINENCE SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET LE MODÈLE DE SOCIÉTÉ QU'ELLES PORTENT.

Exemples : attribution des logements sociaux, attribution des subventions sur une ville ; analyse d'un programme de rénovation urbaine sur un quartier ou le projet d'une ligne à grande vitesse sur une région.

SOUTENIR DES ACTIONS DE DÉFENSE DES DROITS :

LE FONDS PERMETTRA DE FINANCER DES ACTIONS QUI PEINENT À OBTENIR DES FINANCEMENTS PUBLICS SUR CERTAINES QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DES HABITANT-E-S.

Exemples : Campagnes de lutte contre les discriminations ; mobilisation contre une hausse de charges non justifiées ; mobilisation des habitant-e-s victimes de l'embourgeoisement de leur quartier.

SOUTENIR LA CONTRE-EXPERTISE CITOYENNE :

LE FONDS PERMETTRA À DES COLLECTIFS D'ACCÉDER À DES RESSOURCES POUR PARTICIPER À ÉGALITÉ EN TERMES D'INFORMATION, DE CONNAISSANCES, DE MOYENS AVEC TOUTES LES PARTIES PRENANTES D'UN PROJET.

Exemples : la table de quartier du Pile-Sainte-Élisabeth à Roubaix aurait besoin, sur la durée, d'un appui d'architectes, d'urbanistes, de juristes, pour pouvoir élaborer des propositions alternatives à celles de l'aménageur ; accompagnement de groupes d'habitant-e-s à l'utilisation d'Open data.

CONTRIBUER À LA CONSCIENTISATION :

LE FONDS PERMETTRA À DES COLLECTIFS DE SE FORMER, D'ÉCHANGER, D'INTERROGER LES ORIGINES SOCIALES, POLITIQUES, STRUCTURELLES DES QUESTIONS SUR LESQUELLES ILS TRAVAILLENT POUR RELIER LE LOCAL AU POLITIQUE.

Exemples : organisation de débats, conférences, formations : par exemple sur l'histoire des luttes des immigré-e-s postcoloniaux en France ; soutenir un groupe qui veut connaître les politiques du logement ; appui de collectifs de femmes voulant travailler sur les inégalités femmes/hommes.

COMMENT SOUTENIR CETTE INITIATIVE ?

La Coordination Pas sans Nous, en coopération avec des citoyen-ne-s, des organisations associatives et des élu-e-s, cherche aujourd'hui à permettre que cette proposition devienne réalité. Un collectif de campagne a donc été constitué pour porter cette proposition auprès des citoyen-ne-s, des élu-e-s et des parlementaires.

Vous aussi vous pouvez participer à cette campagne afin de contribuer à son succès. Parce que vous êtes élu-e, militant-e, acteur-e associatif ou citoyen-ne, parce que vous portez un intérêt à ces questions et vous souhaitez soutenir l'avènement de nouvelles formes démocratiques qui redonnent de la vigueur et de la consistance au débat public alors nous avons besoin de vous car il n'y a qu'ensemble que nous pourrons emporter l'adhésion de celles et ceux qui ne sont pas encore convaincu-e-s !

6 FAÇONS DE SOUTENIR LA CRÉATION DE CE FONDS :

1/ EN SIGNANT en votre nom ou en celui de votre organisation l'appel des 29 pour une démocratie d'initiative citoyenne rédigé à la suite de la conférence de consensus de septembre 2015.

» Manifestez votre volonté de soutenir cet appel en écrivant à coordinationcitoyennationale@gmail.com

2/ EN DIFFUSANT cet appel via votre réseau personnel et professionnel (mails, plaquettes, sites internet, réseaux sociaux...).

» Appel en ligne sur www.passansnous.org

3/ EN INTERPELLANT vos élu-e-s locaux (maire, député-e, sénateur/trice, adjoint-e, etc.) pour leur demander de soutenir cette proposition.

» kit d'interpellation en ligne sur www.passansnous.org

4/ EN ORGANISANT dans votre réseau des débats et des initiatives qui permettent de faire connaître ce fonds et d'en discuter l'opportunité.

» kit de débat en ligne sur www.passansnous.org

5/ EN REJOIGNANT le collectif de campagne pour porter avec nous la proposition de fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne.

» Écrivez à coordinationcitoyennationale@gmail.com

6/ EN SOUTENANT le collectif de campagne avec des moyens humains ou financiers

» Écrivez à coordinationcitoyennationale@gmail.com

IDENTITÉ DE LA COORDINATION NATIONALE PAS SANS NOUS

Une des 30 propositions du rapport « Pour une réforme radicale de la politique de la ville, cela ne se fera plus sans nous » était la création d'une plateforme nationale d'échanges entre acteurs des quartiers. C'est ainsi que la « Coordination nationale Pas sans Nous » s'est constituée en association en septembre 2014.

La Coordination Pas sans Nous regroupe aujourd'hui des habitant-e-s et collectifs engagés contre l'exclusion, les discriminations et les inégalités : elle a pour objectif de rétablir l'égalité des droits, la dignité, la défense des droits et des intérêts des habitant-e-s des quartiers populaires sur l'ensemble du territoire.

Elle est indépendante, ses actions et ses missions sont fondées sur la solidarité et la transparence afin de défendre au mieux les habitant-e-s.

Elle constitue une plateforme d'échanges et de discussions pour les collectifs et les habitant-e-s des quartiers dans les instances de décisions locales ou nationales. Elle se positionne comme acteur incontournable du dialogue social avec l'ensemble des institutions pour la co-construction des politiques publiques.

La Coordination Pas sans Nous, est démocratique, participative, interactive. Sa légitimité se fonde sur les vies, les engagements, les luttes, les expériences au quotidien des habitant-e-s. Elle permet de faire émerger et diffuser de nouvelles initiatives et contribue à l'émancipation des habitant-e-s.

Pour suivre l'actualité de Pas sans Nous et de ses réseaux rendez-vous sur :

Notre site internet : www.passansnous.org

Facebook : Coordination Pas sans Nous

Twitter : @pas_sansnous

Médiapart : <https://blogs.mediapart.fr/pas-sans-nous/blog>

Pour nous contacter :

Coordination nationale Pas sans Nous

47, avenue Pasteur

93100 Montreuil

coordinationcitoyennationale@gmail.com

01-80-89-58-20